



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/9  
13 juin 2017

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Soixante-dix-neuvième réunion  
Bangkok, 3 – 7 juillet 2017

**RAPPORT PÉRIODIQUE DE COOPÉRATION BILATÉRALE  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Les pays ci-après, actuellement impliqués dans des activités de coopération bilatérale, ont rendu des bases de données valant rapports périodiques<sup>1</sup>: L'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, la Fédération de Russie, la France, l'Italie et le Japon. On trouvera également dans le rapport périodique consolidé<sup>2</sup> des données issues de rapports périodiques plus anciens établis par d'autres pays impliqués dans des projets de coopération bilatérale<sup>3</sup> ayant fait l'objet d'une déclaration d'achèvement sur le plan financier.

2. Le document récapitule les progrès accomplis dans la mise en œuvre de projets en 2016 et de façon cumulative depuis 1991. Il passe en revue le degré de mise en œuvre de chaque projet en cours de réalisation<sup>4</sup> à l'échelon national, indique quels projets accusent un retard de mise en œuvre et les retombées possibles sur l'élimination-des substances contrôlées, ainsi que les projets qui présentent des difficultés sur lesquelles il serait utile que le Comité exécutif se penche. L'Annexe I du présent document indique, pour chaque projet en cours présentant des difficultés, un état des lieux sommaires et une recommandation à l'attention du Comité exécutif. Le document contient également une recommandation générale.

<sup>1</sup> Les rapports périodiques sont l'unique moyen permettant d'indiquer la clôture des comptes de financement associés à des projets de coopération bilatérale approuvés par le Comité exécutif.

<sup>2</sup> UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/8

<sup>3</sup> L'Afrique du Sud, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la Hongrie, Israël, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, la Suède et la Suisse.

<sup>4</sup> Les projets en cours sont tous des projets qui ont été approuvés par le Comité exécutif et qui étaient en cours de mise en œuvre au 31 décembre 2016. Les principaux indicateurs d'avancement comprennent: le pourcentage de fonds décaissés et le pourcentage de projets qui ont commencé à décaisser des fonds; le financement devant être décaissé d'ici la fin de l'année exprimé en pourcentage du financement approuvé; la durée moyenne du retard mis à la mise en œuvre des projets; et les informations fournies dans la colonne "remarques" de la base de données des rapports périodiques.

## Résumé des progrès accomplis dans la mise en œuvre de projets en 2016 et progrès cumulatifs

3. La mise en œuvre de projets et d'activités par les agences bilatérales en 2016 et la mise en œuvre cumulée de 1992 au 31 décembre 2016 peut se résumer comme suit:

- (a) **Élimination** : en 2016, 35,3 tonnes PAO de consommation ont été éliminées, et 54,1 tonnes PAO de consommation ont été approuvées en vue d'une élimination. Depuis 1992, 9 029 tonnes PAO de consommation avaient été éliminées sur, au total, 10 193 tonnes PAO prévues dans les projets approuvés (à l'exception des projets annulés et transférés) ;
- (b) **Décaissements / approbations** : en 2016, 4,66 millions \$ US ont été décaissés et 5,24 millions \$ US devaient être décaissés en fonction du rapport périodique de 2015, soit un taux de décaissement de 89 pour cent par rapport à celui prévu. Si l'on additionne l'ensemble, 134,32 millions \$ US avaient été décaissés sur le total de 148,75 millions \$ US approuvés pour le décaissement (à l'exception des frais d'agence). Cela représente un taux de décaissement de 90 pour cent. En 2016, 5,62 millions \$ US ont été approuvés pour la mise en œuvre;
- (c) **Nombre de projets achevés** : en 2016, 20 projets ont été achevés. Depuis 1992, 599 projets sur les 662 projets approuvés (à l'exception des projets clôturés ou transférés) ont été achevés. Cela représente un taux d'achèvement de 90 pour cent.
- (d) **Rapidité de livraison des projets d'investissement** : les projets achevés en 2016 l'ont été en moyenne 58 mois après leur approbation. Depuis 1992, la durée moyenne d'achèvement des projets d'investissement est de 47 mois après leur approbation. Les premiers décaissements effectués dans le cadre de ces projets ont été réalisés, en moyenne, 20 mois après leur approbation ;
- (e) **Rapidité de livraison des projets de non-investissement** : les projets achevés en 2016 l'ont été en moyenne 16 mois après leur approbation. Depuis 1992, la durée moyenne d'achèvement des projets de non-investissement est de 43 mois après leur approbation. Les premiers décaissements effectués dans le cadre de ces projets ont été réalisés, en moyenne, 12 mois après leur approbation ;
- (f) **Préparation de projets** : sur les 122 activités de préparation de projets approuvées à la fin de l'année 2016, 121 ont été achevées. En 2016, sept projets ont été achevés, l'un étant encore en cours d'exécution;
- (g) **Retards de mise en œuvre** : il y avait au total 42 projets d'investissement en cours de mise en œuvre à la fin de l'année 2016. Ces projets connaissent en moyenne un retard de 26 mois. Toutefois, les projets classés « projets ayant des retards de mise en œuvre » qui sont soumis aux procédures d'annulation s'élèvent au nombre de deux (les accords pluriannuels (APA) ne sont pas soumis à ces procédures).
- (h) **APA** : en 2016, les agences bilatérales ont implanté un APA pour l'élimination des CTC, un APA pour la consommation de bromure de méthyle et 32 PAP pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC. Depuis 1992, 78 APA ont été approuvés et 44 APA ont été achevés.

4. Une analyse du rapport périodique des agences bilatérales se trouve en Annexe II du présent document.

## Évolution de la mise en œuvre des projets en 2016

5. Sur les 62 projets en cours (à l'exclusion de la préparation des projets), 24 ont fait l'objet, depuis le rapport périodique 2015, d'un report de date d'achèvement prévue. Le Comité exécutif pourrait prendre note que les gouvernements français et allemand soumettront chacun, à la 80<sup>e</sup> réunion, un rapport sur les projets accusant un retard de mise en œuvre<sup>5</sup> (Annexe I du présent document).

6. Au cours de son examen du rapport périodique, le Secrétariat a eu plusieurs échanges avec les agences bilatérales (Allemagne, Fédération de Russie, France, Italie et Japon) au cours desquels un certain nombre de difficultés liées aux projets en cours ont pu être clarifiées ou résolues de manière satisfaisante. Des difficultés persistent néanmoins pour un certain nombre de projets ou tranches d'accords pluriannuels sur l'élimination des CFC, du bromure de méthyle ou des HCFC ainsi que des projets visant à l'élimination des déchets de SAO, comme le montre l'Annexe I du présent document. Pour chaque projet en cours, on trouvera une brève description du statut de mise en œuvre ainsi que des difficultés rencontrées ainsi qu'une recommandation soumise au Comité exécutif.

### Recommandation

7. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- (a) de prendre note :
  - (i) avec satisfaction des rapports périodiques présentés par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Espagne, de la Fédération de Russie, de la France, de l'Italie et du Japon et qui figurent dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/9 ;
  - (ii) que les agences bilatérales présenteraient un rapport, à la 80<sup>e</sup> réunion, sur deux projets dont la mise en œuvre connaît du retard et sur un projet nécessitant un autre rapport de situation, tel qu'indiqué à l'Annexe I au présent rapport ;
- (b) d'approuver les recommandations portant sur les projets en cours montrant des difficultés particulières, ces derniers étant nommés dans la dernière colonne du tableau figurant à l'Annexe I du présent document.

---

<sup>5</sup> Le Comité exécutif a donné comme définition des projets accusant un retard à la mise en œuvre les situations où aucun décaissement supérieur à un pour cent n'a eu lieu 18 mois après la date d'approbation d'un projet ou si un projet n'a pas été terminé 12 mois après la date d'achèvement indiquée dans le dernier rapport périodique (décision 22/61).



## Annexe I

**PROJETS EN COURS MONTRANT DES DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES TELS QUE DÉCRITS DANS LES RAPPORTS PÉRIODIQUES  
COMMUNIQUÉS PAR LES AGENCES BILATÉRALES**

Pays	Agence	Titre ou code de projet	Taux de décaissement (en %)	État/questions	Recommandation
République démocratique populaire lao	France	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (LAO/PHA/74/INV/28/28)	0	Projets ne montrant aucun décaissement. La faible valeur de rachat des HCFC ne motive pas les techniciens à les capter pour les faire recycler.	Demander un rapport périodique, à la 80 <sup>e</sup> réunion, afin de surveiller le faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Tunisie	France	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (secteur d'entretien des systèmes de réfrigération) (TUN/PHA/72/INV/60)	0	Projets ne montrant aucun décaissement. Les exigences spécifiques portant sur les outils et équipements des écoles professionnelles ont été établies et le plan de travail 2017 est en cours de rédaction. La date d'achèvement prévue a été nouvellement fixée au mois de mai 2018.	Approuver la nouvelle date d'achèvement prévue, à savoir mai 2018, et demander un rapport périodique, à la 80 <sup>e</sup> réunion, permettant de surveiller le faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Algérie	France	Projet pilote de démonstration sur la gestion et la destruction des déchets de SAO (ALG/DES/72/DEM/78)	0	Le projet est mis en œuvre conjointement avec l'ONUDI. En raison de l'absence d'avancement du projet figurant au rapport périodique de l'ONUDI, il est proposé de l'annuler.	Annuler le projet et demander la restitution du solde des fonds d'ici à juin 2018.
Mexique	France	Projet de démonstration sur la destruction des SAO indésirables (MEX/DES/63/DEM/155)	34	Le résidu voué à la destruction a été éliminé.	Réaffirmer la décision 77/8(e)(ii) et demander à la France, avec l'appui de l'ONUDI, de fournir, à la 80 <sup>e</sup> réunion, un rapport périodique détaillé sur ce projet, ce dernier comportant des exigences spécifiques de communication des données.
Région : Afrique	France	Projet de démonstration stratégique pour la reconversion accélérée de refroidisseurs utilisant des CFC dans 5 pays africains (Cameroun, Égypte, Namibie, Nigéria et Soudan) (AFR/REF/48/DEM/36)	96	Le bénéficiaire a mandaté la société Petra pour terminer la conversion du système de climatisation. La date d'achèvement était le mois de juin 2016 (décision 75.11(b)ii); la nouvelle date d'achèvement est le mois de décembre 2017.	Approuver la nouvelle date d'achèvement complet du projet, soit décembre 2017; demander à la France de communiquer un protocole d'achèvement du projet d'ici juin 2018 et de retourner le solde des fonds d'ici à décembre 2018; réaffirmer la décision 77/8(e)(ii) et demander à la France de fournir, à la 80 <sup>e</sup> réunion, un rapport périodique détaillé sur ce

Pays	Agence	Titre ou code de projet	Taux de décaissement (en %)	État/questions	Recommandation
					projet, ce dernier comportant des exigences spécifique de communication des données.
Région : Afrique	France	Stratégie visant à l'élimination et à la destruction des SAO dans cinq pays d'Afrique Centrale à faible volume de consommation (Burundi, Cameroun, Congo, Guinée et République centrafricaine) (AFR/DES/68/TAS/41)		Projet accusant un retard de mise en œuvre (12 mois de retard).	Demander à la France de communiquer, à la 80 <sup>e</sup> réunion, les données relatives à ce projet accusant un retard de mise en œuvre.
Jordanie	Allemagne	Elimination complète de l'utilisation du bromure de méthyle en Jordanie (JOR/FUM/29/INV/54)		Projet accusant un retard de mise en œuvre (12 mois de retard).	Demander à l'Allemagne de communiquer, à la 80 <sup>e</sup> réunion, les données relatives à ce projet accusant un retard de mise en œuvre.
Région : Afrique	Japon	Projet de démonstration stratégique pour la reconversion accélérée de refroidisseurs utilisant des CFC dans 5 pays africains (Cameroun, Égypte, Namibie, Nigéria et Soudan) (AFR/REF/48/DEM/35)	66	Les refroidisseurs ont été livrés au bénéficiaire soudanais en juillet 2016. L'allocation des fonds n'était toutefois valable que jusqu'en juin 2016. Le solde a été engagé avant cette date et sera apuré lorsque les refroidisseurs seront fonctionnels. La nouvelle date d'achèvement prévue est le mois de décembre 2017.	Approuver la nouvelle date d'achèvement complet du projet, soit décembre 2017; demander à la France de communiquer un protocole d'achèvement du projet d'ici juin 2018 et de retourner le solde des fonds d'ici à décembre 2018; réaffirmer la décision 77/8(e)(ii) et demander au Japon de fournir, à la 80 <sup>e</sup> réunion, un rapport périodique détaillé sur ce projet, ce dernier comportant des exigences spécifique de communication des données.
Libye	Espagne	Elimination complète de l'utilisation du bromure de méthyle dans l'horticulture: tomates, concombres, poivrons et autres (deuxième tranche) (LIB/FUM/56/INV/30)	85	Les activités restantes consistent à mettre la dernière main à l'installation et la mise en fonctionnement des équipements; cette étape n'a pas encore pu être franchie en raison de la situation politique et sécuritaire du pays.	Envisager de demander à l'ONUDI, par l'intermédiaire de l'Espagne, de terminer le projet d'ici à décembre 2017, de soumettre un protocole d'achèvement du projet d'ici juin 2018 et de retourner le solde des fonds d'ici à décembre 2018.

Annexe II

**ANALYSE DES RAPPORTS PÉRIODIQUES COMMUNIQUÉS PAR LES AGENCES  
BILATÉRALES  
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

1. À cette date, le Comité exécutif avait approuvé environ 162,7 millions \$ US, soit 148,75 millions pour la mise en œuvre de projets d'investissement et de non-investissement et 13,96 millions \$ US pour les frais d'agence et les coûts d'appui administratif, ainsi que le montre le tableau 1. En 2016, 17 nouveaux projets et activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait se traduire par l'élimination des 10 193 tonnes PAO de consommation et de production de SAO.

**Tableau 1: Financement approuvé pour les agences bilatérales, par secteur, au 31 décembre 2016**

Secteur	Financement (\$ US)
Aérosols	2 051 914
Destruction	1 789 410
Mousses	8 095 338
Halon	6 147 361
Fumigènes	18 295 227
Plan d'élimination	54 929 671
Production	10 000 000
Réfrigération	40 412 768
Plusieurs	4 511 975
Solvants	2 512 738
<b>Sous-total</b>	<b>148 746 402</b>
Coûts administratifs	13 958 227
<b>Total</b>	<b>162 704 629</b>

2. Un récapitulatif de l'état des projets mis en œuvre par les agences bilatérales, par catégorie, est présenté dans le tableau 2.

**Tableau 2: État of de mise en œuvre des projets, par catégorie**

Type	Nombre de projets*			Financement (\$ US)			
	Approuvé	Achevé	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
Programme de pays	9	9	100	340 787	340 787	0	100
Démonstration	39	32	82	9 758 088	7 280 171	2 477 917	75
Renforcement institutionnel	7	7	100	883 376	883 376	0	100
Investissements	212	170	80	100 201 730	89 374 620	10 827 110	89
Préparation de projets	122	121	99	5 415 428	5 411 946	3 482	100
Assistance technique	200	187	94	23 726 568	22 604 919	1 121 649	95
Projets de formation	73	73	100	8 420 425	8 420 886	-461	100
<b>Total</b>	<b>662</b>	<b>599</b>	<b>90</b>	<b>148 746 402</b>	<b>134 316 706</b>	<b>14 429 696</b>	<b>90</b>

\* Exclut les projets clôturés et transférés.

\*\* Exclut les frais d'agence et les coûts administratifs.

3. Le tableau 3 présente un aperçu de l'état de mise en œuvre des projets année par année<sup>6</sup>. Tous les projets et activités approuvés entre 1992 et la fin de l'année 2004 (sauf 1999) ainsi que ceux approuvés en 2007 et 2009 sont maintenant achevés.

**Tableau 3: État de mise en œuvre des projets année par année**

Année	Nombre de projets*			Financement (\$ US)			
	Approuvé	Achevé	% d'achèvement	Approuvé	Décaissé	Solde	% de décaissement
1992	18	18	100	2 883 669	2 883 669	0	100
1993	10	10	100	1 445 586	1 445 586	0	100
1994	30	30	100	3 190 374	3 190 374	0	100
1995	17	17	100	4 654 902	4 654 902	0	100
1996	26	26	100	3 468 211	3 468 211	0	100
1997	32	32	100	4 040 251	4 040 251	0	100
1998	39	39	100	4 108 525	4 108 525	0	100
1999	59	58	98	12 124 517	12 127 108	-2 591	100
2000	29	29	100	4 808 878	4 808 878	0	100
2001	41	41	100	7 522 222	7 522 683	-461	100
2002	61	61	100	7 910 174	7 910 174	0	100
2003	32	32	100	6 810 120	6 810 120	0	100
2004	30	30	100	14 999 441	15 001 320	-1 879	100
2005	28	27	96	19 036 887	18 180 987	855 900	96
2006	25	23	92	7 226 782	6 977 581	249 201	97
2007	13	13	100	3 138 440	3 138 440	0	100
2008	33	32	97	7 600 856	7 461 120	139 736	98
2009	21	21	100	2 345 591	2 346 352	-761	100
2010	20	19	95	3 457 988	3 272 081	185 907	95
2011	20	16	80	6 829 143	5 932 420	896 723	87
2012	11	7	64	6 612 877	4 826 356	1 786 521	73
2013	7	3	43	2 276 412	1 705 726	570 686	75
2014	16	10	63	1 713 524	860 191	853 333	50
2015	27	5	19	4 921 949	1 643 651	3 278 298	33
2016	17	0	0	5 619 083	0	5 619 083	0
<b>Total</b>	<b>662</b>	<b>599</b>	<b>90</b>	<b>148 746 402</b>	<b>134 316 706</b>	<b>14 429 696</b>	<b>90</b>

\* Exclut les projets clôturés et transférés.

\*\* Exclut les frais d'agence et les coûts administratifs.

<sup>6</sup> Les données sont présentées en fonction de l'année d'approbation du projet par le Comité exécutif. Ce dernier traite toutes les approbations (projets d'investissement et de non-investissement) de la même manière (c'est à dire qu'un projet d'investissement ou une tranche de financement d'un APA d'un million de \$ US sont considérés comme un projet, de façon identique à la préparation d'un programme national de 30 000 \$ US). Les principaux indicateurs retenus pour établir le récapitulatif annuel sont les suivants: le pourcentage de projets achevés, de PAO éliminées et le pourcentage de fonds décaissés. Dans l'examen des fonds décaissés, il faut tenir compte du fait qu'il existe trois sortes de décaissements: pendant la mise en œuvre, après la mise en œuvre et pour les projets financés rétroactivement.